

# CARMIGNAC ÉMERGENTS

**Fonds commun de placement coordonné de droit français**

FCP conforme aux normes européennes

Prospectus complet

## TABLE DES MATIERES

---

<b><i>CARMIGNAC EMERGENTS PROSPECTUS SIMPLIFIE .....</i></b>	<b><i>3</i></b>
PARTIE A - STATUTAIRE	3
PARTIE B - STATISTIQUE	5
<b><i>NOTE DETAILLEE .....</i></b>	<b><i>7</i></b>
CARACTERISTIQUES GENERALES	7
LES ACTEURS	7
MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION	8
DISPOSITIONS PARTICULIERES	8
STRATEGIE D'INVESTISSEMENT	9
DESCRIPTIF DES CATEGORIES D'ACTIF	9
PROFIL DE RISQUE	10
SOUSCRIPTEURS CONCERNÉS	11
MODALITES DE DETERMINATION ET D'AFFECTATION DES REVENUS	11
CARACTERISTIQUES DES PARTS	11
FREQUENCE DE DISTRIBUTION	11
MODALITE DE SOUSCRIPTION ET DE RACHAT	11
FRAIS ET COMMISSIONS	12
INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL	13
REGLES D'INVESTISSEMENT	14
REGLES D'EVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS	15
<b><i>REGLEMENT DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT CARMIGNAC EMERGENTS.....</i></b>	<b><i>18</i></b>

## CARMIGNAC EMERGENTS PROSPECTUS SIMPLIFIE

### Fonds commun de placement coordonné de droit français

## PARTIE A - STATUTAIRE

### PRESENTATION SUCCINCTE

- Code ISIN : FR0010149302
- Dénomination : CARMIGNAC EMERGENTS
- Forme juridique : FCP de droit français
- Compartiments/nourricier : non
- Société de gestion : CARMIGNAC GESTION
- Délégué de gestion administrative et comptable : NATEXIS INVESTOR SERVICING
- Durée d'existence prévue : Cet OPCVM a été initialement créé le 31 janvier 1997 pour une durée de 99 ans
- Dépositaire : NATEXIS BANQUES POPULAIRES
- Centralisateur des ordres de souscription et rachat : CARMIGNAC GESTION
- Commissaire aux comptes : Cabinet Patrice VIZZAVONA
- Commercialisateur : CARMIGNAC GESTION

### INFORMATIONS CONCERNANT LES PLACEMENTS ET LA GESTION

#### CLASSIFICATION

Actions internationales

#### OBJECTIF DE GESTION

Le fonds est géré de manière discrétionnaire avec une politique d'allocation d'actif investi en valeurs des pays émergents et, portée essentiellement sur les actions sans écarter les obligations des pays émergents.

La gestion vise à surperformer son indicateur de référence, avec une volatilité inférieure à ce dernier.

#### INDICATEUR DE REFERENCE

L'indicateur de référence est l'indice suivant : l'indice Morgan Stanley des marchés émergents, le MSCI Emerging Markets Free, converti en euro

Cet indice ne définit pas de manière restrictive, l'univers d'investissement mais permet à l'investisseur de qualifier la performance et le profil de risque qu'il peut attendre lorsqu'il investit dans le fonds. Le risque de marché du fonds est comparable à celui de son indicateur de référence.

L'indice Morgan Stanley Capital Investment Emerging Markets Free est calculé en dollars et coupons non réinvestis par Morgan Stanley (code Bloomberg MXEF) et converti en euro. Cet indice regroupe environ 731 titres représentant des entreprises des pays émergents (données au 31/12/2004).

#### STRATEGIE D'INVESTISSEMENT

La stratégie d'investissement vise à sélectionner les valeurs offrant le meilleur potentiel d'appréciation, sans contrainte a priori d'allocation par zones géographiques, secteur d'activité, type ou taille de valeurs.

La gestion du fonds étant active et discrétionnaire, l'allocation d'actifs en fonction des anticipations du gérant, pourra différer sensiblement de celle constituée par son indicateur de référence.

Le portefeuille est investi essentiellement sur les actions des places financières des pays émergents.

Dans tous les cas, au moins 2/3 des actions et obligations seront émis par des sociétés ou des émetteurs ayant leur siège ou exerçant une partie prépondérante de leur activité dans des pays émergents tels qu'ils sont définis dans l'indice de référence MSCI Emerging Markets Free.

Carmignac Emergents est exposé en permanence à hauteur de 60% de l'actif au moins en actions et peut être surexposé à hauteur maximum de 200% par le biais des instruments financiers à terme.

L'actif peut également comporter des actifs obligataires, titres de créances ou instruments du marché monétaire libellés en devise ou en euro, des obligations à taux variables. Les produits de taux sont utilisés dans la limite de 40% de l'actif, à titre de diversification en cas d'anticipation négative sur l'évolution des actions.

L'actif peut être également composé de parts ou actions d'OPCVM dans la limite de 10% de l'actif.

Carmignac Emergents peut avoir recours à des dépôts, à des emprunts d'espèce en vue d'optimiser la trésorerie du fonds.

Le fonds peut de manière ponctuelle effectuer des opérations de prêts de titres, afin d'optimiser les revenus de l'OPCVM.

Carmignac Emergents peut utiliser des instruments dérivés et de façon ponctuelle des titres intégrant des dérivés, pour couvrir ou dynamiser l'actif du fonds sur des secteurs d'activité, zones géographiques, marchés de taux, actions, change, titres et valeurs mobilières assimilés ou indices dans le but de réaliser l'objectif de gestion. L'utilisation des instruments financiers à terme permet notamment au gérant d'optimiser sa gestion, de gérer le risque de sur ou sous-exposition du portefeuille par rapport à une anticipation donnée de la situation des marchés financiers. Ces opérations seront effectuées dans la limite d'une fois l'actif.

#### PROFIL DE RISQUE

Votre argent sera investi dans des instruments financiers et le cas échéant dans des OPCVM sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments financiers et OPCVM connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Risque lié aux pays émergents : la valeur liquidative du fonds Carmignac Emergents classé « Actions Internationales » peut connaître une variation élevée en raison d'un investissement au minimum de 2/3 en actions sur les marchés des pays émergents, sur lesquels les variations de cours peuvent être élevées et dont les conditions de fonctionnement et de surveillance peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales.

Risque de perte en capital : le portefeuille est géré de façon discrétionnaire et ne bénéficie d'aucune garantie ou protection du capital investi. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à celui payé à l'achat.

Risque action : le fonds Carmignac Emergents étant exposé au minimum à 60% en actions, la valeur liquidative du fonds peut baisser en cas de baisse des marchés actions.

Risque de change : le FCP est exposé au risque de change par l'acquisition de titres libellés dans une devise autre que l'euro ou indirectement par l'acquisition d'instruments financiers libellés en euro dont les investissements ne sont pas couverts contre le risque de change ainsi que des opérations de change à terme de devise. La valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque lié à l'engagement sur des instruments financiers à terme : le fonds Carmignac Emergents peut avoir recours à des instruments financiers à terme, dans la limite d'une fois son actif. Le fonds peut être exposé jusqu'à 200 % de son actif aux marchés actions, ce qui peut induire un risque de baisse complémentaire proportionnel de la valeur liquidative du fonds plus significative et rapide que celle des marchés sur lesquels le fonds est investi. En cas de recours ponctuel à des titres intégrant des dérivés, le risque lié à ce type d'investissement sera limité au montant investi pour l'achat des titres à dérivés intégrés.

#### SOUSCRIPTEURS CONCERNES ET PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE :

Tous souscripteurs.

Le fonds étant largement investi sur des valeurs des pays émergents (tous types de capitalisations), s'adresse à tous types d'investisseurs personnes physiques et personnes morales souhaitant diversifier leur investissement sur des valeurs étrangères.

#### DUREE DE PLACEMENT RECOMMANDEE

Du fait de l'exposition du fonds sur le marché des actions, la durée recommandée de placement est supérieure à 5 ans.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans ce Fonds dépend de la situation financière du porteur. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine, de ses besoins financiers actuels et futurs mais également de son souhait ou non de prendre des risques. Il est également recommandé de diversifier suffisamment les investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de cet OPCVM.

**INFORMATIONS SUR LES FRAIS, COMMISSIONS ET LA FISCALITE****COMMISSION DE SOUSCRIPTION ET DE RACHAT**

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises au FCP servent à compenser les frais supportés par le FCP pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises au FCP reviennent à la société de gestion, au commercialisateur etc.

FRAIS ET CHARGE DE L'INVESTISSEUR, PRELEVES LORS DES SOUSCRIPTIONS ET DES RACHATS	ASSIETTE	TAUX BAREME
Commission maximum de souscription non acquise à l'OPCVM	valeur liquidative X nombre de parts	4% - Taux maximum
Commission de souscription acquise à l'OPCVM	valeur liquidative X nombre de parts	Néant
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM	valeur liquidative X nombre de parts	Néant
Commission de rachat acquise à l'OPCVM	valeur liquidative X nombre de parts	Néant

**FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION**

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement au FCP, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion. Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de sur-performance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que le FCP a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées au FCP ;
- des commissions de mouvement facturées au FCP ;
- une part du revenu des opérations d'acquisition et cession temporaire de titres.

Pour de plus amples précisions sur les frais effectivement facturés au FCP, se reporter à la partie B du prospectus simplifié.

Frais facturés à l'OPCVM	Assiette	Taux barème
Frais de fonctionnement et de gestion TTC (incluant tous les frais hors frais de transaction, de sur-performance et frais liés aux investissements dans des OPCVM ou fonds d'investissement)	Actif net, déduction faite des parts des fonds communs de placement ou des actions de SICAV en portefeuille	1,5% TTC- Taux maximum prélevé prorata temporis
Commission de sur-performance	Actif net	20 % maximum de cette surperformance lorsqu'elle est constituée. (1)
Commissions de mouvement perçues par la société de gestion (100% acquises à la société de gestion)	Prélèvement maximum sur chaque transaction	<u>Bourse France</u> : 0,3%TTC à l'exception des obligations pour lesquelles cette commission est de 0,1% TTC <u>Bourse Etrangère</u> : 0,4 % TTC à l'exception des obligations pour lesquelles cette commission est de 0,1% TTC

(1) La commission de surperformance :

La commission de surperformance est basée sur la comparaison entre la performance du fonds commun de placement et son indicateur de référence, sur l'année civile.

L'indicateur de référence est l'indice MSCI Emerging Markets Free.

La performance du fonds commun de placement est calculée en fonction de l'évolution de la valeur liquidative.

Si, sur l'année civile, la performance du fonds commun de placement (calculée coupon brut réinvesti) est positive et supérieure à son indicateur de référence, la part variable des frais de gestion représentera 20% de la différence entre la performance du fonds commun de placement et cet indicateur de référence.

Si, sur l'année civile, la performance du fonds commun de placement est inférieure à son indicateur de référence, la part variable des frais de gestion sera nulle.

Si en cours d'année, la performance du fonds commun de placement, depuis le début de l'année civile est positive et supérieure à son indicateur de référence calculée sur la même période, cette surperformance fera l'objet d'une provision au titre des frais de gestion variables lors du calcul de la valeur liquidative.

Dans le cas d'une sous-performance du fonds commun de placement par rapport à son indicateur de référence entre deux valeurs liquidatives, toute provision passée précédemment sera réajustée par une reprise sur provision. Les reprises sur provision sont plafonnées à hauteur des dotations antérieures.

Cette part variable ne sera définitivement perçue à la clôture de chaque année civile que si sur l'année écoulée, la performance du fonds commun de placement est positive et supérieure à son indicateur de référence. Elle est prélevée annuellement sur la dernière valeur liquidative du mois de décembre par la société de gestion.

Ces frais (partie fixe et éventuellement partie variable) seront directement imputés au compte de résultat du fonds.

**REGIME FISCAL**

Avertissement : Selon votre régime fiscal, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de parts de l'OPCVM peuvent être soumis à taxation. Nous vous conseillons de vous renseigner à ce sujet auprès du commercialisateur de l'OPCVM.

**INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL****MODALITES DE SOUSCRIPTION ET DE RACHAT**

Les demandes de souscription et de rachats de parts ou de millième de part sont reçues tous les jours (J) avant 18 heures auprès de CARMIGNAC GESTION et sont exécutées le premier jour ouvré suivant sur la valeur liquidative calculée sur les cours de clôture de bourse de J et publiée à J+1.

Les opérations de souscription-rachat résultant d'un ordre transmis au delà de l'heure limite mentionnée sur le prospectus (late trading) sont proscrites. Les ordres de souscription-rachat reçus après 18 heures seront considérés comme ayant été reçus le jour de bourse suivant.

**ADRESSE DE L'ORGANISME DESIGNÉ POUR RECEVOIR EN FRANCE LES SOUSCRIPTIONS ET LES RACHATS**

L'établissement désigné pour recevoir les souscriptions et les rachats est CARMIGNAC GESTION, 24, place Vendôme, 75001 Paris, Téléphone : 33 (0)1 42 86 53 35

**DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE**

Jour de la dernière valeur liquidative du mois de décembre

**AFFECTATION DU RESULTAT**

FCP de capitalisation. Comptabilisation selon la méthode des coupons courus.

**DATE ET PERIODICITE DE CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE**

Quotidienne;

Le calendrier de référence servant à déterminer les jours de publication de la valeur liquidative est le calendrier légal des jours fériés au sens de l'article L.222-1 du Code de Travail.

**LIEU ET MODALITES DE PUBLICATION OU DE COMMUNICATION DE LA VALEUR LIQUIDATIVE**

CARMIGNAC GESTION, Bureaux : 24, place Vendôme 75001 Paris. La valeur liquidative est communiquée 24 H sur 24 H par appel au numéro 33 (0)1 42 61 62 00, affichée chez CARMIGNAC GESTION et chez NATEXIS BANQUES POPULAIRES. La valeur liquidative sera publiée sur le site Internet de CARMIGNAC GESTION : [www.carmignac-gestion.com](http://www.carmignac-gestion.com)

**DEVISE DE LIBELLE DES PARTS OU ACTIONS**

Euro

**DATE DE CREATION**

Le Fonds a été agréé le 21 janvier 1997 par la Commission des Opérations de Bourse (devenue l'Autorité des Marchés Financiers). Il a été créé le 31 janvier 1997 pour une durée de 99 ans (quatre vingt dix neuf ans)

▪ **VALEUR LIQUIDATIVE D'ORIGINE**

La valeur liquidative d'origine est de 152,45 euros.

**INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES**

▪ **DIFFUSION DES INFORMATIONS CONCERNANT L'OPCVM**

Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de :

CARMIGNAC GESTION

24, place Vendôme

75001 PARIS

e-mail : contact@carmignac-gestion.com

Le prospectus complet est disponible sur le site [www.carmignac-gestion.com](http://www.carmignac-gestion.com)

Contact : Direction du marketing et de la communication

Tel : 33 (0)1.42.86.53.35

Fax : 33 (0)1.42.86.52.10

Date de publication du prospectus : 28 juillet 2006

Le site de l'AMF ([www.amf-France.org](http://www.amf-France.org)) contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des investisseurs.

Le présent prospectus simplifié doit être remis aux souscripteurs préalablement à la souscription.

▪ **DIFFUSION DES INFORMATIONS CONCERNANT LA POLITIQUE DE VOTE DE LA SOCIETE DE GESTION ET SA MISE EN ŒUVRE**

Le document "politique de vote" et le rapport de la société de gestion rendant compte des conditions dans lesquelles elle a exercé les droits de vote des OPCVM qu'elle gère et l'information relative au vote sur chaque résolution peuvent être consultés à son siège social :

CARMIGNAC GESTION – 24, Place Vendôme – 75001 Paris –

E-mail : contact@carmignac-gestion.com

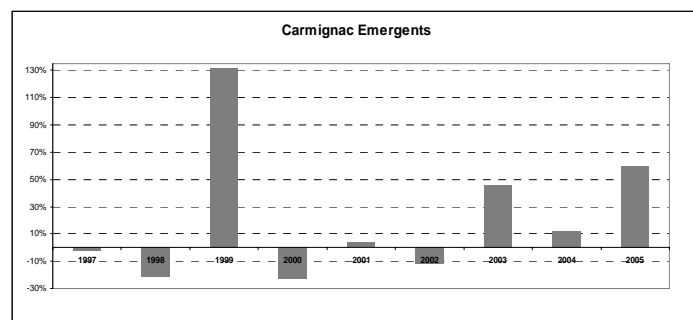
## PARTIE B - STATISTIQUE

▪ **PERFORMANCES DU FCP AU 29/12/2005 :**

Performances annualisées (%)	1 an	3 ans	5 ans
Carmignac Emergents	59,71	161,20	139,95
MSCI Emerging Market Free (Eur) (1)	50,24	114,46	66,50

(1) L'indicateur de référence est calculé hors dividendes, alors que le FCP ne propose que des parts de capitalisation (les coupons nets sont réinvestis).

▪ **RENDEMENT ANNUEL**



**AVERTISSEMENT ET COMMENTAIRES EVENTUELS**

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures

Elles ne sont pas constantes dans le temps

## PRESENTATION DES FRAIS FACTURES A L'OPCVM AU COURS DU DERNIER EXERCICE CLOS AU 29/12/2005

Frais de fonctionnement et de gestion (2)	1,48%
Coût induit par l'investissement dans d'autres OPCVM ou fonds d'investissement (3)	0,0%
Ce coût se détermine à partir :	
- des coûts liés à l'achat d'OPCVM et fonds d'investissement	0,0%
- déduction faite des rétrocessions négociées par la société de gestion de l'OPCVM investisseur	0,0%
Autres frais facturés à l'OPCVM (4)	2,85%
Ces autres frais se décomposent en :	
- commission de surperformance	2,39%
- commissions de mouvement	0,46%
Total facturé à l'OPCVM au cours du dernier exercice clos	4,33%

### ▪ FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

Ils recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transaction, et le cas échéant, de la commission de surperformance. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, ...) et la commission de mouvement (voir ci-dessous). Les frais de fonctionnement et de gestion incluent notamment les frais de gestion financière, les frais de gestion administrative et comptable, les frais de dépositaire, de conservation et d'audit.

### ▪ COUT INDUIT PAR L'ACHAT D'OPCVM ET/OU DE FONDS D'INVESTISSEMENT

Certains OPCVM investissent dans d'autres OPCVM ou dans des fonds d'investissement de droit étranger (OPCVM cibles).

L'acquisition et la détention d'un OPCVM cible (ou d'un fonds d'investissement) font supporter à l'OPCVM acheteur deux types de coûts évalués ici :

a) Des commissions de souscription/rachat. Toutefois la part de ces commissions acquises à l'OPCVM cible est assimilée à des frais de transaction et n'est donc pas comptée ici.

b) Des frais facturés directement à l'OPCVM cible, qui constituent des coûts indirects pour l'OPCVM acheteur.

Dans certains cas, l'OPCVM acheteur peut négocier des rétrocessions, c'est-à-dire des rabais sur certains de ces frais. Ces rabais viennent diminuer le total des frais que l'OPCVM acheteur supporte effectivement.

### ▪ AUTRES FRAIS FACTURES A L'OPCVM

D'autres frais peuvent être facturés à l'OPCVM. Il s'agit :

a) Des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs ;

b) Des commissions de mouvement. La commission de mouvement est une commission facturée à l'OPCVM à chaque opération sur le portefeuille. Le prospectus complet détaille ces commissions. La société de gestion peut en bénéficier dans les conditions prévues en partie A du prospectus simplifié.

L'attention de l'investisseur est appelée sur le fait que ces autres frais sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et que les chiffres présentés ici sont ceux constatés au cours de l'exercice précédent.

### ▪ INFORMATION SUR LES TRANSACTIONS AU COURS DU DERNIER EXERCICE CLOS AU 29/12/2005:

Les frais de transaction sur le portefeuille actions ont représenté 0,69 % de l'actif moyen (4) (5).

Le taux de rotation du portefeuille actions a été de -0,24 de l'actif moyen (5).

Les transactions entre la société de gestion pour le compte des OPCVM qu'elle gère et les sociétés liées (6) : Néant

### ▪ COMMENTAIRES

(1) La partie B du prospectus simplifié est actualisée chaque année huit jours ouvrés après la tenue de l'assemblée générale pour les SICAV, ou dans les trois mois et demi de la clôture pour les FCP.

Les OPCVM publient la partie "Performance de l'OPCVM" de la partie B, par années civiles, dès lors qu'ils existent depuis une année civile complète.

Les OPCVM publient la partie "Présentation des frais facturés à l'OPCVM" à partir du 31/12/2004. Cette partie est établie sur la base des 12 derniers mois calendaires de ce 1er exercice, même si cet exercice est d'une durée supérieure à douze mois.

Les informations relatives aux performances passées, figurant dans le graphique sur dix ans et le tableau sur un, trois et cinq ans sont présentées en années calendaires. Toutes les autres informations quantitatives font référence à l'exercice comptable de l'OPCVM.

Les données chiffrées sont attestées par le commissaire aux comptes.

Par ailleurs, l'actualisation de la partie B donne lieu à une information de l'AMF par la mise à jour du prospectus de l'OPCVM sur la base GECO. Cette mise à jour ne relève pas des procédures décrites dans l'instruction n° 2005-01 du 25 janvier 2005 relative aux procédures d'agrément et à l'information périodique des OPCVM français et des OPCVM étrangers commercialisés en France.

(2) Ces frais de fonctionnement et de gestion doivent être cohérents avec le taux maximum indiqué dans la partie statutaire du prospectus simplifié.

(3) L'indication de l'impact des frais supportés au titre des OPCVM ou fonds d'investissement sous-jacents doit être prévue dès lors que l'OPCVM peut investir plus de 20 % de son actif dans d'autres OPCVM ou fonds d'investissement.

(4) Lorsqu'une quote-part des commissions de souscription et de rachat est acquise à l'OPCVM, cette quote-part de commission est déduite des commissions de mouvement et frais de transaction. Cette quote-part a, en effet, pour objet de couvrir les frais liés à l'acquisition ou la cession des actifs correspondant à la souscription ou au rachat des parts ou actions de l'OPCVM.

(5) Pour les OPCVM actions uniquement.

(6) Société liée : est considérée comme telle toute entreprise contrôlée par la société de gestion de manière exclusive ou conjointe au sens de l'article L. 233-16 du code de commerce, toute entreprise contrôlant la société de gestion de manière exclusive ou conjointe au sens de ce même article L. 233-16, toute entreprise filiale de la même société mère ainsi que toute entreprise avec laquelle la société de gestion a des mandataires sociaux ou des dirigeants communs et qui exercent des fonctions de gestion de participations pour le compte de l'entreprise, ou de gestion au sens du 4 de l'article L. 321-1 du code monétaire et financier et de l'article L. 214-24 du code monétaire et financier, ou de conseil au sens du 4 de l'article L. 321-2 du code monétaire et financier.

## NOTE DETAILLEE

### CARACTERISTIQUES GENERALES

#### FORME DE L'OPCVM

- **Dénomination**

CARMIGNAC EMERGENTS

- **Forme juridique et état membre dans lequel le fonds a été constitué**

Fonds Commun de Placement (FCP) de droit français, constitué en France, conforme aux normes européennes (directive 85/611 CEE, modifiée par la directive 2001/107)

- **Date de création et durée d'existence prévue**

Le Fonds a été agréé le 21 janvier 1997 par la Commission des Opérations de Bourse (devenue l'Autorité des Marchés Financiers). Il a été créé le 31 janvier 1997 pour une durée de 99 ans (quatre vingt dix neuf ans).

- **Synthèse de l'offre de gestion**

Valeur liquidative d'origine	Compartiments	Code ISIN	Distribution des revenus	Devise de libellé	Souscripteurs concernés	Montant minimum de souscription initiale	Montant minimum de souscription ultérieure
152,45 euros	non	FR0010149302	FCP de capitalisation	Euro	Tous souscripteurs	1 part	1 part

- **Indication du lieu où l'on peut se procurer le dernier rapport annuel et le dernier état périodique**

Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de :

CARMIGNAC GESTION, 24, place Vendôme, 75001 PARIS

E-mail : [carmignac@carmignac-gestion.com](mailto:carmignac@carmignac-gestion.com)

Le prospectus complet est disponible sur le site [www.carmignac-gestion.com](http://www.carmignac-gestion.com)

Contact : Direction du marketing et de la communication

Tel : 33 (0)1.42.86.53.35

Fax : 33 (0)1.42.86.52.10

### LES ACTEURS

- **Société de gestion**

CARMIGNAC GESTION, Société anonyme, 24, place Vendôme, 75001 PARIS

Agréé par la COB en date du 13 mars 1997 sous le numéro GP 97-08.

- **Dépositaire et conservateur**

NATEXIS BANQUES POPULAIRES, Société anonyme, 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris

Agréé par le CECEI en date du 27 juillet 1999.

- **Centralisateur des ordres de souscription et rachat**

CARMIGNAC GESTION, Société anonyme, 24, place Vendôme, 75001 PARIS

- **Etablissement en charge de la tenue des registres des parts**

NATEXIS BANQUES POPULAIRES, Société anonyme, 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris

- **Commissaire aux comptes**

Cabinet Patrice VIZZAVONA, 64, boulevard Maurice Barrès, 92200 Neuilly sur Seine

Signataire : Monsieur Patrice VIZZAVONA

- **Le(s) commercialisateur(s)**

CARMIGNAC GESTION, Société anonyme, 24, place Vendôme, 75001 PARIS

- **Déléataire de gestion administrative et comptable**

NATEXIS INVESTOR SERVICING, Société anonyme, 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris

## MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

---

### CARACTERISTIQUES GENERALES

#### o Caractéristiques des parts et actions

CODE ISIN : FR0010149302

Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre des parts possédées.

La tenue du passif est assurée par NATEXIS BANQUES POPULAIRES.

L'administration des parts est effectuée en Euroclear France.

S'agissant d'un FCP : aucun droit de vote n'est attaché à la propriété des parts, les décisions étant prises par la société de gestion.

Possibilité de souscrire et de racheter en millièmes de parts.

Les parts son émises au porteur.

#### o Date de clôture

L'exercice comptable est clos le jour de la dernière valeur liquidative du mois de décembre.

#### o Indications sur le régime fiscal pertinent

Nota : L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que les informations qui suivent ne constituent qu'un résumé général du régime fiscal français applicable, en l'état actuel de la législation française, à l'investissement dans un FCP français de capitalisation. Les investisseurs sont donc invités à étudier leur situation particulière avec leur conseil fiscal habituel.

##### - 1. Au niveau du FCP

En France, la qualité de copropriété des FCP les place de plein droit en dehors du champ d'application de l'impôt sur les sociétés ; ils bénéficient donc par nature d'une certaine transparence. Ainsi les revenus perçus et réalisés par le fonds dans le cadre de sa gestion ne sont pas imposables à son niveau.

A l'étranger (dans les pays d'investissement du fonds), les plus values sur cession de valeurs mobilières étrangères réalisées et les revenus de source étrangère perçus par le fonds dans le cadre de sa gestion peuvent, le cas échéant, être soumis à une imposition (généralement sous forme de retenue à la source). L'imposition à l'étranger peut, dans certain cas limités, être réduite ou supprimée en présence des conventions fiscalement applicables.

##### - 2. Au niveau des porteurs des parts du FCP

###### - 2.1 Porteurs résidents français

Les plus ou moins values réalisées par le FCP, les revenus distribués par le FCP ainsi que les plus ou moins values enregistrées par le porteur sont soumis à la fiscalité en vigueur.

Les investisseurs sont invités à étudier leur situation particulière avec leur conseil fiscal habituel.

###### - 2.2 Porteurs résidents hors de France

Sous réserve des conventions fiscales, l'imposition prévue à l'article 150-0 A du CGI ne s'applique pas aux plus-values réalisées à l'occasion du rachat ou de la vente des parts du fonds par les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B du CGI ou dont le siège social est situé hors de France, à condition que ces personnes n'aient pas détenu, directement ou indirectement, plus de 25% des parts à aucun moment au cours des cinq années qui précèdent le rachat ou la vente de leurs parts (CGI, article 244 bis C).

Les porteurs résidents hors de France seront soumis aux dispositions de la législation fiscale en vigueur dans leur pays de résidence.

## DISPOSITIONS PARTICULIERES

---

### Classification

Actions internationales

### Objectif de gestion

Le fonds est géré de manière discrétionnaire avec une politique d'allocation d'actif investi en valeurs des pays émergents et, portée essentiellement sur les actions sans écarter les obligations des pays émergents.

La gestion vise à surperformer son indicateur de référence, avec une volatilité inférieure à ce dernier.

### Indicateur de référence

L'indicateur de référence est l'indice suivant : l'indice Morgan Stanley des marchés émergents, le MSCI Emerging Markets Free, converti en euro.

Cet indice ne définit pas de manière restrictive, l'univers d'investissement mais permet à l'investisseur de qualifier la performance et le profil de risque qu'il peut attendre lorsqu'il investit dans le fonds. Le risque de marché du fonds est comparable à celui de son indicateur de référence.

L'indice Morgan Stanley Capital Investment Emerging Markets Free est calculé en dollars et coupons non réinvestis par Morgan Stanley (code Bloomberg MXEF) et converti en euro. Cet indice regroupe environ 731 titres représentant des entreprises des pays émergents (données au 31/12/2004).

## STRATEGIE D'INVESTISSEMENT

### Stratégies utilisées

La politique de gestion se veut dynamique portant essentiellement sur les actions sans exclure d'autres valeurs mobilières des places financières des pays émergents.

La stratégie d'investissement se fait sans contrainte a priori d'allocation par zone, secteur, type ou taille de valeurs.

La répartition du portefeuille entre les différentes classes d'actifs et catégories d'OPCVM (actions, diversifiés, obligataires, monétaires...) basée sur une analyse fondamentale de l'environnement macro-économique mondial, et de ses perspectives d'évolution (croissance, inflation, déficits, etc.), pourra varier en fonction des anticipations du gérant.

Le choix des actions est déterminé par les études financières, les réunions organisées par les sociétés, les visites à ces mêmes sociétés et les nouvelles au quotidien. Les critères retenus sont selon les cas, en particulier la valeur d'actif, le rendement, la croissance, la qualité des dirigeants.

La gestion du fonds étant active et discrétionnaire, l'allocation d'actifs pourra différer sensiblement de celle constituée par son indicateur de référence. De la même façon, le portefeuille constitué dans chacune des classes d'actifs, basé sur une analyse financière approfondie, pourra différer sensiblement, tant en termes géographiques que sectoriels ou de notation ou de maturité, des pondérations de l'indicateur de référence.

### Descriptif des catégories d'actif

Dans tous les cas, au moins 2/3 des actions et obligations seront émis par des sociétés ou des émetteurs ayant leur siège ou exerçant une partie prépondérante de leur activité dans des pays émergents tels qu'ils sont définis dans l'indice de référence MSCI Emerging Markets Free

#### Actions

Le FCP sera exposé à hauteur de 60% de l'actif net au moins en actions et autres titres donnant ou pouvant donner accès, directement ou indirectement, au capital ou aux droits de vote, admis à la négociation sur les marchés des pays émergents.

L'investissement de l'actif net du FCP pourra concerner les petites, moyennes et grandes capitalisations et tous secteurs..

#### Titres de créances et instruments du marché monétaire

En vue de permettre au gérant une diversification du portefeuille, l'actif du FCP pourra comprendre de 0% à 40% d'obligations à taux fixe, de titres de créances négociables, des obligations à taux variables et indexées sur l'inflation de la zone des pays émergents.

La gestion du fonds étant discrétionnaire, la répartition sera sans contrainte a priori.

Le gérant se réserve la possibilité d'investir dans des obligations dont la notation pourra être inférieure à « investment grade ».

La notation moyenne des encours obligataires détenus par le fonds au travers des OPCVM ou en direct sera au moins « investment grade » (c'est à dire notés BBB-/Baa3 minimum par les agences Standard and Poor's et Moody's).

Aucune contrainte n'est imposée sur la durée, la sensibilité et la répartition entre dette privée et publique des titres choisis.

#### OPCVM et fonds d'investissement

Le fonds pourra investir jusqu'à 10% de l'actif net en OPCVM.

Le fonds pourra investir dans des OPCVM gérés par Carmignac Gestion.

Le gérant se réserve, le cas échéant, la possibilité d'investir dans des OPCVM monétaires pour des besoins de trésorerie.

Les investissements seront effectués, dans la limite des maxima réglementaires :

- aux OPCVM conformes à la directive européenne, de droit français ou étranger;
- le cas échéant, aux OPCVM de droit français non conformes à la directive européenne dont la classification AMF est de type actions, obligations, monétaires ou diversifiés ;
- et aux Fonds Communs de placements à Risque (FCPR) et aux Fonds Communs de Placement dans l'Innovation (FCPI)

#### Trackers ou exchange traded funds (ETF)

Le FCP peut avoir recours de manière ponctuelle aux « trackers », supports indiciels cotés et «exchange traded funds ».

#### Instruments dérivés

Le gérant pourra investir dans des instruments financiers à terme, fermes et conditionnels, négociés sur des marchés de la zone euro et/ou internationaux, réglementés ou de gré à gré.

Dans ce cadre, le gérant pourra prendre des positions en vue de couvrir et/ou d'exposer le portefeuille à des secteurs d'activité, zones géographiques, taux, actions (tous types de capitalisations), change, titres et valeurs mobilières assimilés ou indices dans le but de réaliser l'objectif de gestion.

La dynamisation ou la couverture du portefeuille se feront par la vente ou l'achat d'options et/ou de contrats à terme listés sur les marchés organisés sur les principaux indices mondiaux de référence actions et taux.

Le cas échéant, en matière de taux d'intérêts le gérant pourra également recourir à des swaps de taux.

Le gérant pourra également prendre des positions en vue de couvrir le portefeuille contre le risque de change en utilisant des contrats de change à terme.

Les opérations sur les marchés dérivés sont effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif du fonds.

### Titres intégrant des dérivés

Le gérant pourra investir dans des obligations convertibles de la zone Europe et/ou internationale et notamment dans ce dernier cas sur les pays émergents.

Le gérant pourra investir ponctuellement sur des titres intégrant des dérivés (warrants, credit link note, EMTN, bon de souscription, certificats indexés sur la volatilité des marchés d'actions) négociés sur des marchés de la zone euro et/ou internationaux, réglementés ou de gré à gré.

Dans ce cadre, le gérant pourra prendre des positions en vue de couvrir et/ou d'exposer le portefeuille à des secteurs d'activité, zones géographiques, taux, actions (tous types de capitalisations), change, titres et valeurs mobilières assimilés ou indices dans le but de réaliser l'objectif de gestion.

Le recours à des titres intégrant des dérivés, par rapport aux autres instruments dérivés énoncés ci-dessus, sera justifié notamment par la volonté du gérant d'optimiser la couverture ou, le cas échéant, la dynamisation du portefeuille en réduisant le coût lié à l'utilisation de ces instruments financiers afin d'atteindre l'objectif de gestion.

Dans tous les cas, le montant des investissements en titres intégrant des dérivés ne pourra dépasser plus de 10% de l'actif net.

Le risque lié à ce type d'investissement sera limité au montant investi pour l'achat des titres à dérivés intégrés.

### Dépôts et liquidités

Le FCP pourra avoir recours à des dépôts en vue d'optimiser la gestion de la trésorerie du fonds et gérer les différentes dates de valeur de souscription/rachat des OPCVM sous-jacents. Il pourra employer jusqu'à 20% de son actif dans des dépôts placés auprès d'un même établissement de crédit. Ce type d'opération sera utilisé de manière exceptionnelle.

Le FCP pourra détenir des liquidités à titre accessoire, notamment, pour faire face aux rachats de parts par les investisseurs.

Le prêt d'espèces est prohibé.

### Emprunts d'espèces

Le FCP pourra avoir recours de manière ponctuelle à des emprunts d'espèces, notamment, en vue d'optimiser la gestion de la trésorerie du fonds et gérer les différentes dates de valeur de souscription/rachat des OPCVM sous-jacents. Ces opérations seront réalisées dans les limites réglementaires.

### Acquisition et cession temporaire de titre

Le FCP pourra de manière ponctuelle effectuer des opérations de prêts de titres, afin d'optimiser les revenus de l'OPCVM.

Les opérations éventuelles d'acquisitions ou de cessions temporaires de titres seront toutes réalisées dans des conditions de marché

Des informations complémentaires figurent à la rubrique frais et commissions.

## PROFIL DE RISQUE

---

Votre argent sera investi dans des instruments financiers et le cas échéant dans des OPCVM sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments financiers et OPCVM connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Les facteurs de risque exposés ci-dessous ne sont pas limitatifs. Il appartient à chaque investisseur d'analyser le risque inhérent à un tel investissement et de forger sa propre opinion indépendamment de CARMIGNAC GESTION, en s'entourant, au besoin, de l'avis de tous les conseils spécialisés dans ces questions afin de s'assurer notamment de l'adéquation de cet investissement à sa situation financière.

Risque lié aux pays émergents : la valeur liquidative du fonds Carmignac Emergents classé « Actions Internationales » peut connaître une variation élevée en raison d'un investissement au minimum de 2/3 en actions sur les marchés des pays émergents, sur lesquels les variations de cours peuvent être élevées et dont les conditions de fonctionnement et de surveillance peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales.

Risque de perte en capital : le portefeuille est géré de façon discrétionnaire et ne bénéficie d'aucune garantie ou protection du capital investi. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à celui payé à l'achat.

Risque action : le fonds Carmignac Emergents étant exposé au minimum à 60% en actions, la valeur liquidative du fonds peut baisser en cas de baisse des marchés actions.

Risque de change : le FCP est exposé au risque de change par l'acquisition de titres libellés dans une devise autre que l'euro ou indirectement par l'acquisition d'instruments financiers libellés en euro dont les investissements ne sont pas couverts contre le risque de change ainsi que des opérations de change à terme de devise. La valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque de taux d'intérêt : le fonds est exposé au risque de taux d'intérêt des marchés de la zone des pays émergents de 0% à 40% de l'actif net via des investissements dans des instruments financiers. La valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque de crédit : Le gérant se réserve la possibilité d'investir dans des obligations dont la notation pourra être inférieure à « investment grade ». La notation moyenne des encours obligataires détenus par le fonds au travers des OPCVM ou en direct sera au moins « investment grade » (c'est à dire notée BBB-/Baa3 minimum par les agences Standard and Poor's et Moody's). La valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque lié à l'engagement sur des instruments financiers à terme : le fonds Carmignac Emergents peut avoir recours à des instruments financiers à terme, dans la limite d'une fois son actif. Le fonds peut être exposé jusqu'à 200 % de son actif aux marchés actions, ce qui peut induire un risque de baisse complémentaire proportionnel de la valeur liquidative du fonds plus significative et rapide que celle des marchés sur lesquels le fonds est investi. En cas de recours ponctuel à des titres intégrant des dérivés, le risque lié à ce type d'investissement sera limité au montant investi pour l'achat des titres à dérivés intégrés.

Risque lié à la capitalisation: les investissements du fonds sont possibles sur les actions de petites et moyennes capitalisations. Le volume de ces titres cotés en bourse est réduit, les mouvements de marché sont donc plus marqués, et plus rapides que sur les grandes capitalisations. La valeur liquidative du fonds pourra donc avoir le même comportement.

Risque de liquidité : les marchés sur lesquels le FCP intervient peuvent être occasionnellement affectés par un manque de liquidité temporaire. Ces dérèglements de marché peuvent impacter les conditions de prix auxquelles le FCP peut être amené à liquider, initier ou modifier des positions. La valeur liquidative du fonds peut donc baisser.

Si le FCP est investi dans des fonds communs de placement à risques (FCPR), en cas de diminution de la valeur liquidative du portefeuille, il existe un risque de rester bloqué pendant une certaine durée pour la part du portefeuille investi en FCPR.

## SOUSCRIPTEURS CONCERNÉS

---

Le FCP est ouvert à tous souscripteurs.

Le fonds étant largement investi sur des valeurs des pays émergents (tous types de capitalisations), s'adresse à tous types d'investisseurs personnes physiques et personnes morales souhaitant diversifier leur investissement sur des valeurs étrangères.

Du fait de l'exposition du fonds sur le marché des actions, la durée recommandée de placement est supérieure à 5 ans.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans ce FCP dépend de la situation personnelle du porteur. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins d'argent actuels et à 5 ans mais également de son souhait ou non de prendre des risques. Il est recommandé au porteur de s'enquérir des conseils d'un professionnel afin de diversifier ses placements et de déterminer la proportion du portefeuille financier ou de son patrimoine à investir dans ce FCP. Il est également recommandé de diversifier suffisamment les investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de cet OPCVM.

## MODALITES DE DETERMINATION ET D'AFFECTATION DES REVENUS

---

FCP de capitalisation. Comptabilisation selon la méthode des coupons courus.

## CARACTERISTIQUES DES PARTS

---

Les parts sont libellées en euros. Elles peuvent être décimalisées en millième de part.

## FREQUENCE DE DISTRIBUTION

---

Aucune distribution n'est effectuée s'agissant d'un FCP de capitalisation.

## MODALITE DE SOUSCRIPTION ET DE RACHAT

---

### Date et périodicité de la valeur liquidative

- Quotidienne.
- Le calendrier de référence servant à déterminer les jours de publication de la valeur liquidative est le calendrier légal des jours fériés au sens de l'article L.222-1 du Code de Travail.

### Valeur liquidative d'origine

- La valeur liquidative d'origine est d'un montant de 152,45 euros.

### Conditions de souscription et de rachat

Les demandes de souscription et de rachats de parts ou de millième de part sont reçues tous les jours (J) avant 18 heures auprès de CARMIGNAC GESTION et sont exécutées le premier jour ouvré suivant sur la valeur liquidative calculée sur les cours de clôture de bourse de J et publiée à J+1.

Les opérations de souscription-rachat résultant d'un ordre transmis au delà de l'heure limite mentionnée sur le prospectus (*late trading*) est proscrite. Les ordres de souscription-rachat reçus après 18 heures seront considérés comme ayant été reçus le jour de bourse suivant.

### Adresse de l'organisme désigné pour recevoir en France les souscriptions et les rachats

L'établissement désigné pour recevoir les souscriptions et les rachats est CARMIGNAC GESTION, 24, place Vendôme, 75001 Paris, Téléphone : 33 (0)1 42 86 53 35

### Lieu et mode de publication de la valeur liquidative

CARMIGNAC GESTION, Bureaux : 24, place Vendôme 75001 Paris

La valeur liquidative communiquée chaque jour à 15 heures sera retenue pour le calcul des souscriptions et rachats reçus avant 18 heures la veille. La valeur liquidative est communiquée 24 heures sur 24 par appel au numéro 33 (0)1 42 61 62 00, affichée chez CARMIGNAC GESTION et chez NATEXIS BANQUES POPULAIRES.

La valeur liquidative sera publiée sur le site Internet de CARMIGNAC GESTION : [www.carmignac-gestion.com](http://www.carmignac-gestion.com)

## FRAIS ET COMMISSIONS

### Commissions de souscription et de rachat de l'OPCVM

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises au FCP servent à compenser les frais supportés par le FCP pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non-acquises au FCP reviennent à la société de gestion, au commercialisateur etc...

FRAIS ET CHARGE DE L'INVESTISSEUR, PRELEVES LORS DES SOUSCRIPTIONS ET DES RACHATS	ASSIETTE	TAUX BAREME
Commission maximum de souscription non acquise à l'OPCVM	valeur liquidative × nombre de parts	4%
Commission de souscription acquise à l'OPCVM	valeur liquidative × nombre de parts	Néant
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM	valeur liquidative × nombre de parts	Néant
Commission de rachat acquise à l'OPCVM	valeur liquidative × nombre de parts	Néant

### Frais de fonctionnement et de gestion

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement au FCP, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion. Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de sur-performance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que le FCP a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées au FCP ;
- des commissions de mouvement facturées au FCP ;
- une part du revenu des opérations d'acquisition et cession temporaire de titres.
- Pour de plus amples précisions sur les frais effectivement facturés au FCP, se reporter à la partie B du prospectus simplifié.

Frais facturés à l'OPCVM	Assiette	Taux barème
Frais de fonctionnement et de gestion TTC (incluant tous les frais hors frais de transaction, de surperformance et frais liés aux investissements dans des OPCVM ou fonds d'investissement)	Actif net déduction faite des parts des fonds communs de placement ou des actions de SICAV en portefeuille	1,5% - Taux maximum, prélevés prorata temporis
Commission de surperformance	Actif net	20 % maximum de cette surperformance lorsqu'elle est constituée (1)

Commissions de mouvement (100% acquise à la société de gestion)	Prélèvement maximum sur chaque transaction	<u>Bourse France</u> : 0,3% TTC par opération à l'exception des obligations pour lesquelles cette commission est de 0,1% TTC  <u>Bourse Etrangère</u> : 0,4 % TTC par opération à l'exception des obligations pour lesquelles cette commission est de 0,1% TTC
--	--	--

(1) La commission de surperformance :

La commission de surperformance est basée sur la comparaison entre la performance du fonds commun de placement et son indicateur de référence, sur l'année civile.

L'indicateur de référence est l'indice MSCI Emerging Markets Free.

La performance du fonds commun de placement est calculée en fonction de l'évolution de la valeur liquidative.

Si, sur l'année civile, la performance du fonds commun de placement (calculée coupon brut réinvesti) est positive et supérieure à son indicateur de référence, la part variable des frais de gestion représentera 20% de la différence entre la performance du fonds commun de placement et cet indicateur de référence.

Si, sur l'année civile, la performance du fonds commun de placement est inférieure à son indicateur de référence, la part variable des frais de gestion sera nulle.

Si en cours d'année, la performance du fonds commun de placement, depuis le début de l'année civile est positive et supérieure à son indicateur de référence calculée sur la même période, cette surperformance fera l'objet d'une provision au titre des frais de gestion variables lors du calcul de la valeur liquidative.

Dans le cas d'une sous-performance du fonds commun de placement par rapport à son indicateur de référence entre deux valeurs liquidatives, toute provision passée précédemment sera réajustée par une reprise sur provision. Les reprises sur provision sont plafonnées à hauteur des dotations antérieures.

Cette part variable ne sera définitivement perçue à la clôture de chaque année civile que si sur l'année écoulée, la performance du fonds commun de placement est positive et supérieure à son indicateur de référence. Elle est prélevée annuellement sur la dernière valeur liquidative du mois de décembre par la société de gestion

Ces frais (partie fixe et éventuellement partie variable) seront directement imputés au compte de résultat du fonds.

### Modalités de calcul et de partage de la rémunération sur les opérations d'acquisition et cession temporaire de titres

Les opérations de pensions livrées sont réalisées dans les conditions de marché applicables au moment de l'opération.

CARMIGNAC GESTION ne perçoit aucune rémunération au titre de ces opérations.

### Commission en nature

CARMIGNAC GESTION ne perçoit ni pour son compte propre ni pour le compte de tiers de commissions en nature telles que définies à l'article 322-44 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (ex-Commission des Opérations de Bourse).

Pour toute information complémentaire, on peut se reporter au rapport annuel de l'OPCVM.

### Choix des intermédiaires

Les brokers et les sociétés de bourse sont choisis par CARMIGNAC GESTION pour leurs compétences respectives (notamment au niveau du bureau d'analyses financières) et leur solidité financière.

## INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

### Date et périodicité de la valeur liquidative

Quotidienne.

Le calendrier de référence servant à déterminer les jours de publication de la valeur liquidative est le calendrier légal des jours fériés au sens de l'article L.222-1 du Code de Travail.

### Valeur liquidative d'origine

La valeur liquidative d'origine est d'un montant de 152,45 euros.

### Conditions de souscription et de rachat :

Les demandes de souscription et de rachats de parts ou de millième de part sont reçues tous les jours (J) avant 18 heures auprès de CARMIGNAC GESTION et sont exécutées le premier jour ouvré suivant sur la valeur liquidative calculée sur les cours de clôture de bourse de J et publiée à J+1.

Les opérations de souscription-rachat résultant d'un ordre transmis au delà de l'heure limite mentionnée sur le prospectus (*late trading*) est proscrite. Les ordres de souscription-rachat reçus après 18 heures seront considérés comme ayant été reçus le jour de bourse suivant.

### Adresse de l'organisme désigné pour recevoir en France les souscriptions et les rachats

L'établissement désigné pour recevoir les souscriptions et les rachats est CARMIGNAC GESTION  
24, place Vendôme, 75001 Paris. Téléphone : 33 (0)1 42 86 53 35

### Lieu et mode de publication de la valeur liquidative

CARMIGNAC GESTION, bureaux : 24, place Vendôme 75001 Paris

La valeur liquidative communiquée chaque jour à 15 heures sera retenue pour le calcul des souscriptions et rachats reçus avant 18 heures la veille. La valeur liquidative est communiquée 24 heures sur 24 par appel au numéro 33 (0)1 42 61 62 00, affichée chez CARMIGNAC GESTION et chez NATEXIS BANQUES POPULAIRES.

La valeur liquidative sera publiée sur le site Internet de CARMIGNAC GESTION : [www.carmignac-gestion.com](http://www.carmignac-gestion.com)

### Diffusion des informations concernant l'OPCVM

Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de: CARMIGNAC GESTION, 24, place Vendôme, 75001 PARIS

e-mail : [contact@carmignac-gestion.com](mailto:contact@carmignac-gestion.com)

Le prospectus complet est disponible sur le site [www.carmignac-gestion.com](http://www.carmignac-gestion.com)

Contact : Direction du marketing et de la communication

Tel : 33 (0)1.42.86.53.35

Fax : 33 (0)1.42.86.52.10

Date de publication du prospectus : 28 juillet 2006

Le site de l'AMF ([www.amf-France.org](http://www.amf-France.org)) contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des investisseurs.

## REGLES D'INVESTISSEMENT

### RATIOS REGLEMENTAIRES

Le FCP respectera les ratios réglementaires applicables aux OPCVM à vocation générale de droit français coordonnés. Un tableau succinct récapitule ci-dessous les règles principales.

<p>ACTIONS, TITRES DE CREANCE, PARTS ET TITRES DE CREANCE EMIS PAR DES FCC, à savoir :</p> <p>Les actions et autres titres donnant ou pouvant donner accès, directement ou indirectement, au capital ou aux droits de vote, transmissibles par inscription en compte et tradition.</p> <p>Les titres de créance qui représentent chacun un droit de créance sur l'entité qui les émet, transmissibles par inscription en compte ou tradition, à l'exclusion des effets de commerce.</p> <p>Les parts et titres de créance émis par des fonds communs de créance</p>	<p>Jusqu'à 100% en instrument financier suivant régis par le droit français ou un droit étranger défini dans la colonne de gauche.</p> <p>Le FCP ne peut employer en titres d'un même groupe émetteur plus de 5%.</p> <p>A l'intérieur du portefeuille, une seule entité peut constituer le groupe émetteur. Ce ratio peut être porté à 10% pour une entité et 20% pour un groupe émetteur, si la valeur totale des groupes qui dépassent 5% ne dépasse pas 40% de l'actif.</p>
<p>PARTS OU ACTIONS D'OPCVM OU DE FONDS D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES (1)</p>	<p>Jusqu'à 10% de l'actif :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ - en parts ou actions d'OPCVM français</li> <li>▪ - en parts ou actions d'OPCVM européens conformes à la directive</li> <li>▪ - en parts ou actions de fonds d'investissement répondant aux critères fixés par le Règlement général de l'AMF</li> </ul>
<p>RATIO D'EMPRISE</p>	<p>Maximum de 10 % du passif d'un même émetteur.</p> <p>Maximum de 25% du passif d'un même émetteur pour les OPCVM</p>

« AUTRES ACTIFS ELIGIBLES » DANS LA LIMITE DE 10% DE L'ACTIF	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Parts ou actions de FCPR (y compris FCPI et FIP), de FCIMT, d'OPCVM ou de fonds d'investissement français ou étranger investissant plus de 10% en parts ou actions d'OPCVM ou de fonds d'investissement, d'OPCVM nourriciers, d'OPCVM à règles d'investissement allégées (sont visés les trois types d'ARIA : ARIA avec effet de levier, ARIA sans effet de levier et fonds de fonds alternatifs), d'OPCVM à procédure allégée, d'OPCVM contractuels.</li> <li>▪ Actions ou parts de fonds d'investissement de droit étranger répondant aux critères fixés par le règlement général de l'AMF,</li> <li>▪ Bons de souscription,</li> <li>▪ Bons de caisse</li> <li>▪ Billets à ordre</li> <li>▪ Billets hypothécaires</li> <li>▪ Instruments financiers non négociés sur des marchés réglementés y compris des TCN ou assimilés.</li> </ul>
--	---

(1) Les ETF français ou étrangers sont des OPCVM à retenir dans ce ratio

## RATIOS SPECIFIQUES

Exposition minimum au risque actions à hauteur de 60% de l'actif net du fonds.

## REGLES D'EVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

Les comptes annuels de l'exercice de 12 mois clos le 29 décembre 2005 sont présentés conformément aux dispositions prévues par le règlement du comité de réglementation comptable n°2003-02 du 02 octobre 2003 relatif au plan comptable des OPCVM.

### ■ Principaux changements apportés par le nouveau plan comptable OPCVM

La présentation des instruments financiers au bilan, auparavant influencée par les ratios de division des risques est abandonnée au profit d'une présentation par nature d'instruments.

Les positions hors bilan sont présentées selon leur sens économique.

Les opérations d'échange sont désormais présentées en valeur nominale.

L'annexe évolue pour fournir au lecteur une meilleure information sur les natures de risques découlant tant de la détention d'instruments financiers que de la mise en œuvre de la stratégie de gestion figurant sur le prospectus ou la notice d'information.

La devise de comptabilité est l'euro.

### ■ Méthodes de valorisation des postes du bilan et des opérations à terme fermes et conditionnelles

#### ○ Portefeuille titres

Les entrées en portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition frais exclus et les sorties à leur prix de cession frais exclus.

Les titres ainsi que les instruments financiers à terme fermes et conditionnels détenus en portefeuille libellés en devises sont convertis dans la devise de comptabilité sur la base des taux de change relevés à Paris au jour de l'évaluation (cours ASFFI relevé à 13h00, à l'exception du \$ US qui est relevé sur REUTERS à 15h00 GMT sur la page MGTX).

Le portefeuille est valorisé selon les méthodes suivantes :

#### ○ Les valeurs françaises

- - du comptant, système à règlement différé : sur la base du dernier cours.
- - du marché libre O.T.C. : sur la base du dernier cours connu.

Les OAT sont valorisées à partir du cours du milieu de fourchette d'un contributeur (SVT sélectionné par le Trésor français), alimenté par un serveur d'information. Ce cours fait l'objet d'un contrôle de fiabilité grâce à un rapprochement avec les cours de plusieurs autres SVT.

#### ○ Les valeurs étrangères

- cotées et déposées à Paris : sur la base du dernier cours.

#### ○ - non cotées et non déposées à Paris :

- sur la base du dernier cours connu pour celles du continent européen,
- sur la base du dernier cours connu pour les autres.

Les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évaluées, sous la responsabilité de la société de gestion, à leur valeur probable de négociation.

#### ○ Les OPCVM au dernier prix de rachat ou à la dernière valeur liquidative connue.

Ils sont valorisés au dernier prix de rachat ou à la dernière valeur liquidative connue.

Les titres de créances négociables et les actifs synthétiques composés d'un titre de créance négociable adossé à un ou plusieurs swaps de taux et/ou devises ("asset swaps")

Pour ceux qui font l'objet de transactions significatives et de durée de vie résiduelle supérieure à 3 mois : au prix du marché à partir d'alimentations relevées sur un serveur d'information financière (Bloomberg, Reuters, etc...).

Pour ceux qui ne font pas l'objet de transactions significatives et de durée de vie résiduelle supérieure à 3 mois : au prix de marché à partir d'alimentations relevées sur un serveur d'information financière (Bloomberg, Reuters, etc...) sur des titres de créances négociables équivalents dont le prix sera, le cas échéant, affecté d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur et par application d'une méthode actuarielle.

Pour ceux d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois : de façon linéaire.

Dans le cas d'une créance évaluée au prix de marché dont la durée de vie résiduelle devient inférieure ou égale à 3 mois, le dernier taux retenu sera figé jusqu'à la date de remboursement final, sauf sensibilité particulière nécessitant une valorisation au prix de marché (voir paragraphe précédent).

○ **Les opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres selon les conditions prévues au contrat.**

Ces opérations sont valorisées selon les conditions prévues au contrat.

Certaines opérations à taux fixes dont la durée de vie est supérieure à trois mois peuvent faire l'objet d'une évaluation au prix du marché.

○ **Opérations à terme fermes et conditionnelles**

Les achats et ventes à terme de devises sont valorisés en tenant compte de l'amortissement du report/déport.

■ **Les opérations de hors-bilan**

○ **Opérations sur les marchés réglementés**

Opérations à terme ferme : ces opérations sont valorisées, selon les marchés, sur la base du cours de compensation. L'engagement est calculée de la façon suivante : cours du contrat future x nominal du contrat x quantités.

Opérations à terme conditionnel : ces opérations sont valorisées, selon les marchés, sur la base du premier cours ou du cours de compensation.

L'engagement est égal à la traduction de l'option en équivalent sous-jacent. Il se calcule de la façon suivante : delta x quantité x quotité ou nominal du contrat x cours du sous-jacent.

Opérations sur les marchés de gré à gré

Opérations de taux : valorisation au prix de marché à partir d'alimentations relevées sur un serveur d'information financière (Bloomberg, Reuters, etc...) et, si nécessaire, par application d'une méthode actuarielle.

Opérations sur les marchés de gré à gré

Opérations d'échange de taux

Pour celles dont la durée de vie résiduelle est supérieure à 3 mois : valorisation au prix de marché à partir d'alimentations relevées sur un serveur d'information financière (Bloomberg, Reuters, etc...) et par application d'une méthode actuarielle.

L'engagement est calculé de la façon suivante :

- Opérations adossées ou non adossées :
- Taux fixe / Taux variable : valeur nominale du contrat
- Taux variable / Taux fixe : valeur nominale du contrat
- Pour celles d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois : valorisation de façon linéaire.
- Dans le cas d'une opération d'échange de taux valorisée au prix de marché dont la durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois, le dernier taux retenu sera figé jusqu'à la date de remboursement final, sauf sensibilité particulière nécessitant une valorisation au prix de marché (voir paragraphe précédent).

L'engagement est calculé de la façon suivante :

- Opérations adossées : valeur nominal du contrat
- Opérations non adossées: valeur nominal du contrat
- Autres opérations sur les marchés de gré à gré
- Opérations de taux, de change ou de crédit : valorisation au prix de marché à partir d'alimentations relevées sur un serveur d'information financière (Bloomberg, Reuters, etc...) et, si nécessaire, par application d'une méthode actuarielle.
- L'engagement est présenté de la façon suivante : valeur nominal du contrat.

■ **Méthode de comptabilisation des intérêts et des revenus des valeurs à revenu fixe.**

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode des produits courus.

■ **Méthode de calcul des frais de gestion fixes et variables**

Les frais de gestion fixes sont plafonnés à 1,5 % TTC de la moyenne quotidienne des actifs gérés. Ils sont comptabilisés à chaque valeur liquidative. Le calcul s'effectue prorata temporis sur la base des actifs gérés, déduction faite des parts des fonds communs de placement ou des actions de SICAV en portefeuille, prélevées à la source prorata temporis.

Les frais de gestion variables : dès lors que la performance, depuis le début de l'exercice, est positive et dépasse la performance de l'indice MORGAN STANLEY, pays émergents en EURO, une provision quotidienne de 20% sur cette sur-performance est constituée. En cas de sous-performance par rapport à cet indice, une reprise quotidienne de provision est effectuée à hauteur de 20% de cette sous-performance à concurrence des dotations constituées depuis le début de l'année. Cette provision est prélevée annuellement au 31 décembre par la société de gestion

■ **Commission de mouvement (non audité par les commissaires aux comptes)**

CARMIGNAC GESTION perçoit une commission de mouvement telle que définie à l'article 322-41 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers dans les conditions suivantes :

- 0,3% TTC sur les opérations de bourse France, à l'exception des obligations pour lesquelles cette commission est de 0,1% TTC;
- 0,4% TTC sur les opérations de bourse étrangère ; à l'exception des obligations pour lesquelles cette commission est de 0,1% TTC.

Dans la mesure où de façon exceptionnelle un sous-conservateur, pour une opération particulière, serait amené à prélever une commission de mouvement non prévue dans les modalités ci-dessus, la description de l'opération et des commissions de mouvement facturée sera renseignée dans le rapport de gestion de l'OPCVM.

■ **Politique de distribution**

Aucune distribution n'est effectuée s'agissant d'un FCP de capitalisation.

■ **Devise de comptabilité**

La comptabilité du FCP est effectuée en euro.

# REGLEMENT DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT CARMIGNAC EMERGENTS

## TITRE 1, ACTIFS ET PARTS

### ARTICLE 1 - PARTS DE COPROPRIETE

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du fonds. Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du fonds est de 99 ans à compter de sa création sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement (cf. article 11).

Les caractéristiques des différentes catégories de parts et leurs conditions d'accès sont précisées dans le prospectus simplifié et la note détaillée du FCP.

Les différentes catégories de parts pourront :

- bénéficier de régimes différents de distribution des revenus ; (distribution ou capitalisation)
- être libellées en devises différentes ;
- supporter des frais de gestion différents ;
- supporter des commissions de souscriptions et de rachats différentes ;
- avoir une valeur nominale différente.

Possibilité de regroupement ou de division de parts.

Les parts pourront être fractionnées, sur décision du Conseil d'administration de la société de gestion en dixièmes, centièmes, millièmes ou dix millièmes dénommées fractions de parts.

Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat de parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Enfin, l'organe compétent de la société de gestion peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

### ARTICLE 2 - MONTANT MINIMAL DE L'ACTIF

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du Fonds Commun de Placement devient inférieur à 300.000 euros ; dans ce cas, et sauf si l'actif redevient entre temps supérieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires pour procéder dans le délai de trente jours à la fusion ou à la dissolution du fonds.

### ARTICLE 3 - EMISSION ET RACHAT DES PARTS

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus simplifié et la note détaillée.

Les parts de fonds communs de placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en

numéraire et/ou par apport de valeurs mobilières. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le dépositaire dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus simplifié et le prospectus complet.

En application de l'article L.214-30 du Code monétaire et financiers, le rachat par le Fonds Commun de Placement de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du Fonds Commun de Placement est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

Possibilité de souscription minimale, selon les modalités prévues dans le prospectus simplifié et la note détaillée.

### ARTICLE 4 - CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

Le calcul de la valeur liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans la note détaillée du prospectus complet.

Les apports en nature ne peuvent comporter que les titres, valeurs ou contrats admis à composer l'actif des OPCVM ; ils sont évalués conformément aux règles d'évaluation applicables au calcul de la valeur liquidative.

## TITRE 2, FONCTIONNEMENT DU FONDS

### ARTICLE 5 - LA SOCIETE DE GESTION

La gestion du fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le fonds.

La société de gestion agit en toutes circonstances pour le compte des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le fonds.

### ARTICLE 5 BIS - REGLES DE FONCTIONNEMENT

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif de l'OPCVM ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans la note détaillée du prospectus complet.

▪ **ARTICLE 6 - LE DEPOSITAIRE**

Le dépositaire assure la conservation des actifs compris dans le fonds, dépouille les ordres de la société de gestion concernant les achats et les ventes de titres ainsi que ceux relatifs à l'exercice des droits de souscription et d'attribution attachés aux valeurs comprises dans le fonds. Il assure tous encaissements et paiements.

Le dépositaire doit s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion. Il doit le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il informe l'Autorité des Marchés Financiers.

▪ **ARTICLE 7 - LE COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Un commissaire aux comptes a été désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des Marchés Financiers, par l'organe compétent de la société de gestion.

Il effectue les diligences et contrôles prévus par la loi et notamment certifie, chaque fois qu'il y a lieu, la sincérité et la régularité des comptes et des indications de nature comptable contenues dans le rapport de gestion.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Il porte à la connaissance de l'Autorité des Marchés des Financiers, ainsi qu'à celle de la société de gestion du Fonds Commun de Placement, les irrégularités et inexactitudes qu'il a relevées dans l'accomplissement de sa mission.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature et établit sous sa responsabilité un rapport relatif à son évaluation et à sa rémunération.

Il atteste l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration de la société de gestion en vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

En cas de liquidation, il évalue le montant des actifs et établit un rapport sur les conditions de cette liquidation.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion

▪ **ARTICLE 8 - LES COMPTES ET LE RAPPORT DE GESTION**

A la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du fonds pendant l'exercice écoulé.

L'inventaire est certifié par le dépositaire et l'ensemble des documents ci-dessus est contrôlé par le commissaire aux comptes.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion ou chez le dépositaire.

### TITRE 3, MODALITES D'AFFECTATION DES RESULTATS

▪ **ARTICLE 9 - REVENUS DISTRIBUABLES**

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont égales au résultat net de l'exercice augmenté des reports à nouveau et majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.

La société de gestion décide de la répartition des résultats.

Le résultat net est réparti entre les deux catégories de parts au prorata de leur quote-part dans l'actif net global.

Les détenteurs de parts « A » et « E » se voient appliquer le régime de la capitalisation pure, c'est-à-dire la mise en réserve de la totalité des produits.

### TITRE 4, FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

▪ **ARTICLE 10 - FUSION - SCISSION**

La société de gestion peut, soit faire apport en totalité ou en partie, des actifs compris dans le fonds à un autre OPCVM qu'elle gère ou gérés par une autre société, soit scinder le fonds en deux ou plusieurs autres fonds communs dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'un mois après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

▪ **ARTICLE 11 - DISSOLUTION - PROROGATION**

Si les actifs du fonds demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion informe l'Autorité des Marchés Financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds commun de placement, à la dissolution du fonds.

La société de gestion peut dissoudre par anticipation le fonds; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsque aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des Marchés Financiers, par courrier, de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des Marchés Financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un fonds peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des Marchés Financiers.

▪ **ARTICLE 12 - LIQUIDATION**

En cas de dissolution, le dépositaire, ou le cas échéant la société de gestion, est chargé des opérations de liquidation. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

### TITRE 5, CONTESTATIONS

▪ **ARTICLE 13 - COMPETENCE - ELECTION DE DOMICILE**

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.